

RWANDA : LA FRANCE EN ACCUSATION

LE RÉQUISITOIRE IMPLACABLE D'UN LIVRE-ÉVÉNEMENT : EXTRAITS

HEBDO > CULTURE, TÉLÉ, SOCIÉTÉ

les Inrockuptibles

DVD SCARFACE
Le film-matrice du gang
fête ses 20 ans

MADRID LA RAISON
APRÈS LE CHOC
par Juan Goytisolo

+ PROGRAMME T
32 PAGES

DU 24 AU 30 MARS 2004 - N° 434

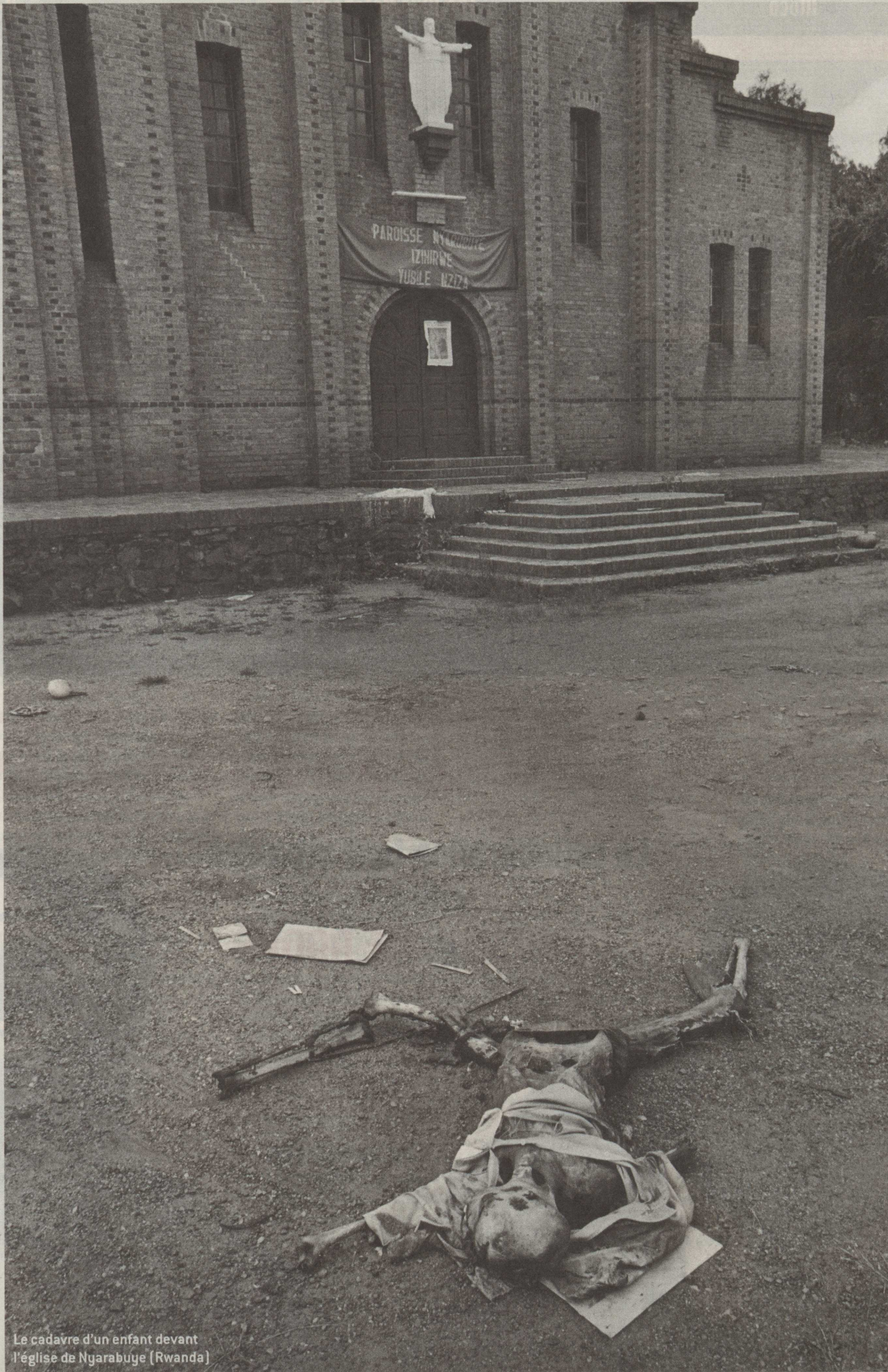
CD
EN AVANT-
PREMIÈRE
vincent delerm
1 TITRE
+ REPORTAGE
VIDÉO

VINCENT

DELERM

*à la veille du
deuxième album
rencontre*





Le cadavre d'un enfant devant l'église de Nyarabuye (Rwanda)

Dix ans après le génocide rwandais, le journaliste Patrick de Saint-Exupéry publie *L'Inavouable*. Afin que personne n'ignore la responsabilité de la France. Par Sylvain Bourmeau

RWANDA

LA FRANCE EN ACCUSATION

Il y aura bientôt dix ans, en l'espace de trois mois – d'avril à juillet 1994 –, des Rwandais hutu ont tué, en général à la machette, au moins 800 000 de leurs compatriotes, dans leur immense majorité tutsi. Loin d'être la manifestation d'une "guerre tribale ancestrale" comme certains, infâmes, ont encore l'outrecuidance de le prétendre, ce génocide est "un fait unique" qui, pour le journaliste Patrick de Saint-Exupéry, marque "l'entrée de l'Afrique dans la modernité". "Ce génocide était une machine de haute précision", écrit-il dans un livre important dont nous publions en avant-première des extraits. "Sa sophistication fut extrême. Il ne fut pas nécessaire de mettre en place une infrastructure industrielle puisque l'on trouva mieux : on fit de l'homme une machine à tuer. On parvint à transformer un peuple entier, hommes, femmes et enfants, en assassins. (...) Il y avait bien sûr des pauvres bougres, des jaloux et des déçus, mais il y avait surtout, derrière ces miséreux placés intentionnellement au premier rang, une poignée de décideurs qui avaient appris, qui savaient manipuler les foules. Il y avait aussi un appareil d'Etat qui légitimait. Il y avait également une structure administrative qui coordonnait." Actuellement correspondant du *Figaro* à Moscou, Patrick de Saint-Exupéry fait partie de ces quelques journalistes qui, ayant assisté à ce génocide, n'en sont jamais tout à fait revenus. Il fait partie de ceux, plus rares encore, qui ont accompli leur travail dans la plus grande indépendance et la plus grande rigueur, nous livrant sur le moment des récits décisifs de l'horreur en train de s'accomplir. Il fait enfin partie, aux côtés d'un Jean Hatzfeld, de ceux – rarissimes – qui ont décidé de s'obstiner dans leur volonté de savoir, de comprendre ce qui s'était passé.

De ce point de vue, leurs démarches sont complémentaires. Dans ses ouvrages devenus immédiatement des classiques (*Dans le nu de la vie* et *Une saison de machettes*), Hatzfeld a donné la parole aux survivants, puis aux boureaux, mettant à nu l'effrayante trivialité des mécanismes de ce "génocide de proximité". Dans *L'Inavouable*, Patrick de Saint-Exupéry revient sur le déroulement des faits et la chaîne de décision : les trois mois de tueries intensives, mais aussi les années qui l'ont préparée et celles qui l'ont suivie durant lesquelles certains, parlant "des génocides" rwandais, ont tenté d'imposer une vision négationniste. Bien écrit, juste et parfois émouvant, précis, ce livre prend la forme d'une lancinante adresse à notre actuel ministre des Affaires étrangères. Ce sont en effet les mots récents de Dominique de Villepin, très au fait du dossier Rwanda depuis le début des années 90, qui ont provoqué pour Saint-Exupéry la nécessité de porter, de nouveau, le couteau dans la plaie. Au-delà du rôle de celui qui était le directeur de cabinet d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, à l'époque du génocide, c'est surtout l'incroyable continuité de l'Etat, la responsabilité de l'Etat français dans ce génocide et sa négation, que pointe Patrick de Saint-Exupéry – de François Mitterrand surtout (et sa tristement célèbre "cellule africaine de l'Elysée") à Dominique de Villepin. Au-delà du dévoilement de cette "part d'ombre", il propose, dans un passionnant ultime chapitre, d'inscrire cette responsabilité dans l'histoire plus longue de la face sombre de la République : le colonialisme.

L'Inavouable (éditions Les Arènes), 290 pages, 19,90 €.

AVANT-PREMIERE > Patrick de Saint-Exupéry a écrit *L'Inavouable* en réaction à une phrase du ministre des Affaires étrangères. Nous publions sa lettre à Dominique de Villepin, ainsi que deux autres extraits qui prouvent l'implication de la France.

extraits éclairants

>>>

“ Monsieur le ministre, Je viens de vous entendre parler des “génocides” rwandais. Ce n'est ni un hasard ni une maladresse, vous le savez comme moi. En conscience, vous venez à nouveau de faire vôtre une logique de négation. Celle-là même qui poussa certains à vouloir qualifier de génocide les bombardements alliés de Dresde, pendant la Seconde Guerre mondiale, afin de mieux relativiser ce que fut la Shoah. J'ai vu, Monsieur le ministre, le génocide rwandais et les massacres qui s'ensuivirent. Dans les à-côtés du crime monstrueux que fut l'extermination des Tutsi rwandais, il y eut des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité commis par ceux qui, aujourd'hui au pouvoir à Kigali, défirent les tueurs. Mais de “génocides” au pluriel, il n'y en eut point. Si ce n'est dans vos mots, dans votre discours, dans votre désir d'esquiver ce dossier hérité d'une autre présidence mais que vous paraissez assumer pleinement.

Monsieur le ministre, ne faites pas mine d'ignorer le distinguo. N'essayez pas de m'expliquer que Dresde égale la Shoah. Vous savez parfaitement qu'un génocide n'est ni un massacre ni un crime contre l'humanité. C'est une extermination. Une extermination rationnellement décidée et mise en œuvre par un Etat.

Tandis que j'écris, Monsieur le ministre, je songe à madame Pauline, ministre rwandaise de la Famille et du Bien-être, rencontrée en 1994, au Rwanda, alors que l'extermination battait son plein. Madame Pauline était une matrone africaine, une mère de famille également. Jamais, je vous l'assure, je n'ai vu quelqu'un d'aussi haineux. Entourée de ses tueurs, elle les excitait, les appelait à

“travailler”, “travailler”, “travailler” encore ! Cela voulait dire assassiner, assassiner, assassiner.

Les tueurs, issus de la garde présidentielle ou des bataillons parachutistes, étaient fourbus. Qu'importe ! Madame Pauline ordonnait : “Il faut les tuer tous ! Il faut éliminer ces cancrelats !” Et elle s'interrompait, appelait un de ses assistants pour lui demander d'apporter les preuves. Les preuves de quoi ? “Du complot”, répondait-elle sur le ton de l'évidence. Quel complot ? “Mais celui des Tutsi, bien sûr !” Et l'assistant, s'emparant d'une pile de cahiers tendue par un soldat, disait : “Regardez ! Les voici les preuves...”

Il n'y avait que des copies d'écoliers. “Lisez ! Vous comprendrez”, insistait-il. On lisait et on ne voyait que de simples devoirs d'enfants d'une dizaine d'années. Certains cahiers étaient tachés, d'autres un peu bâclés. Parfois, il y avait des graffitis, rien de plus. “Vous voyez !, reprenait madame Pauline. C'est le complot ! Tous, même les enfants...”

Oui, Monsieur le ministre, c'était un génocide. Unique, singulier. Et le ministre rwandais de la Famille et du Bien-être en était un rouage. Madame Pauline n'était ni plus terrible ni plus cruelle que des dizaines et des centaines d'autres¹. Elle était ministre comme d'autres étaient préfets, gendarmes, policiers, soldats, gardes champêtres, miliciens, médecins ou fonctionnaires... C'était une extermination d'Etat réalisée au nom d'un Etat. Commise par un Etat qui était notre ami, notre protégé, notre pion. Je veux dire : le pion de l'Etat français.

Car telle est la réalité. Et je soupçonne, Monsieur le ministre, que cette dimension vous fasse peur, que vous cherchiez à l'occulter en usant de ces “génocides” au pluriel. Moi, elle m'effraie. Elle me terrifie même. Que l'Etat français, embarqué dans de sombres calculs, ait pu décider de couvrir ses alliés rwandais me laisse pantois. Que, dix ans plus tard, il soit encore question des “génocides” au Rwanda ne passe pas. Quels sont donc ces “génocides” ? Qui donc, à l'exception de la France, utilise ce pluriel ?

Ce débat sur “les génocides”, Monsieur le ministre, a déjà eu lieu il y a dix ans, et vous le savez. Le premier à avoir avancé cette étrange notion, comme s'il suffisait d'aller au supermarché pour embarquer dans son Caddie un génocide en sus, fut le président François Mitterrand. En novembre 1994, au sommet franco-africain de Biarritz, le chef de l'Etat n'avait pu éviter de mentionner le drame rwandais. L'extermination venait tout juste d'avoir lieu et Paris avait bien du mal à masquer sa gêne. François Mitterrand parla donc, dans son discours, du “génocide rwandais”. Il ne mentionna qu'un génocide. Seulement, Monsieur le ministre, il se posait un problème. Dans la version écrite de son discours, il était fait mention des “génocides”. Quelle version était la bonne ? Quand j'ai osé cette question, lors de la conférence de presse, ce fut comme si un éléphant avait parcouru à grand train un magasin de porcelaine. Dans l'assistance, composée de nombreux diplomates et experts, des traits se tordirent, des sourcils se dressèrent, des poings se fermèrent. François Mitterrand se montra égal à lui-même. C'est-à-dire cinglant envers le fou du roi qui avait osé le reprendre. Cela dura quelques secondes, il y eut des mots brutaux, puis la question fut close. Une dizaine de minutes plus tard, au détour d'une réponse à une autre question, le président revient pourtant sur le sujet. Puis, il se tait. Dix minutes encore. Et François Mitterrand, en une longue tirade hésitante, le relance de sa propre autorité. S'interrompt. Cinq nouvelles minutes. Et le voici qui repart à nouveau : “Vous voulez dire que le génocide s'est arrêté après la victoire des Tutsi ? Je m'interroge aussi...”

Il y eut alors, je m'en souviens, Monsieur le ministre, un silence pesant. Sortant de l'amphithéâtre où s'était déroulée la conférence, je suis tombé nez à nez sur les hommes de l'Elysée. Le responsable de la cellule Afrique bouillait de colère. “Mais qu'est-ce qui t'a pris de poser une question pareille ? Tu es devenu fou ?”, s'est exclamé Bruno Delaye, que je connaissais depuis plusieurs

“De “génocides” au pluriel, il n'y en eut point. Si ce n'est dans vos mots, dans votre discours, dans votre désir d'esquiver ce dossier hérité d'une autre présidence.”



Goma (Zaire), à la frontière du Rwanda, 1994

© Gilles Peress/Magnum Photos

années. Les officiels, à ses côtés, contemplaient la mer. Son adjoint le retenait par la manche : "Calme-toi", lui disait-il. Puis, me fixant : "Pourquoi as-tu fait ça ?" Je n'ai pas répondu.

Cette algarade, Monsieur le ministre, s'est produite il y a près de dix ans. Elle est restée gravée dans ma mémoire, intimement mêlée aux images du génocide. Quand je les regarde, je les fais défiler comme un film. Elles sont mes compagnes. Elles ne m'agressent pas, ne provoquent pas de sursaut, me servent de repère.

En parlant des "génocides", Monsieur le ministre, vous avez appuyé sur une pierre de touche. Vous m'avez fait bondir. Vous avez revendiqué et assumé l'héritage rwandais de François Mitterrand. Loin d'avoir effectué une rupture avec celui qui fut un adversaire, vous vous inscrivez dans la plus parfaite continuité de sa politique.

Jamais, Monsieur le ministre, la France n'a voulu reconnaître qu'il y a eu un génocide au Rwanda. Vos récents propos en témoignent. Ils sont l'expression la plus crue d'une volonté permanente de négation. Alain Juppé, votre proche, alors ministre des Affaires étrangères, fut pourtant l'un des premiers à oser avancer le mot tabou. En ce sanglant mois de mai 1994, il avait pris un risque ; il dut se faire prudent par la suite.

Il est temps, Monsieur le ministre. Il est temps de couper les fils. Il est grand temps de rendre compte. Il est temps, Monsieur, de vous raconter mon histoire...

1. Pauline Nyiramasuhuko est actuellement en cours de jugement devant le tribunal d'Arusha - nda.

ENQUÊTE > Troublantes conclusions du juge Bruguière sur l'attentat qui déclencha le génocide.

les retombées d'un avion

Le 6 avril 1994, l'attentat contre l'avion du président du Rwanda Juvénal Habyarimana fut l'événement déclencheur du génocide. Deux thèses s'affrontent depuis lors sur le fait de savoir qui a donné l'ordre de descendre le Falcon 50. Pour certains, l'épouse du président et son entourage hutu extrémiste seraient directement impliqués. Pour d'autres, c'est le Front patriotique rwandais, et plus précisément son chef, l'actuel président tutsi Paul Kagamé, qui en serait l'auteur. C'est clairement cette deuxième thèse qu'affirme le rapport final d'instruction établi par la justice française sous la direction du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière. Ce rapport

— stratégiquement "fuité" à quelques jours du dixième anniversaire de l'événement — semble troublant : il apparaît notamment qu'à l'intérieur même de l'ONU certains auraient réussi à étouffer l'enquête sur l'attentat. Ce que reconnaît et déplore d'ailleurs aujourd'hui le secrétaire général de l'époque Boutros Boutros-Ghali. Si la thèse du juge Bruguière est un jour avérée, ce qui est possible, il convient toutefois de ne pas mettre sur le même plan la responsabilité de l'attentat avec celle d'un génocide dont on sait clairement qu'il se préparait depuis de longues années. Un génocide dans lequel la République française porte une lourde responsabilité. S. B.



>>>

“ Tout s'est noué au début des années 1990. ”

A l'Est, nous venons d'assister, incrédules, à la chute d'un empire. Un nouveau monde s'annonce et nous sommes pétrifiés, car nous craignons de ne pas y trouver notre place. Nous décidons d'agripper d'autant plus fermement les rênes de notre ex-empire que nous le savons en lambeaux. L'Afrique francophone part à vau-l'eau. De jour en jour, sa façade se lézarde. Nous n'avons ni la force ni la conviction de rebâtir, et nous le savons.

L'heure des apprentis sorciers a sonné. Comme nous, ce sont de vieux grognards. Mais ils revendiquent leur spécificité. Ils s'affirment dépositaires de notre “mémoire jaune” et prétendent détenir une recette magique. Une doctrine : “la guerre révolutionnaire.”

Au nom de “l'intérêt national”, note avec finesse André Thiéblemont, colonel saint-cyrien, cette doctrine finalise “l'usage des pratiques de propagande et de coercition de masse” mis en œuvre par les “révolutionnaires” qu'ont été Lénine et Mao. Elle repose sur six grands principes : le déplacement de popula-

tions à grande échelle, le fichage systématique, la création de milices d'autodéfense, l'action psychologique, le quadrillage territorial et les “hiérarchies parallèles”.

La doctrine française de la “guerre révolutionnaire” a été forgée au contact du Viêt-minh durant le conflit indochinois, puis appliquée en Algérie. Le 13 mai 1958, De Gaulle, se faisant “le moins militaire des militaires”, y mettra un coup d'arrêt. La doctrine ne cessera pourtant d'être repensée et perfectionnée. Un officier d'active le reconnaît : elle est “comme une pomme que l'on a envie de croquer”.

En ce début des années 1990, les apprentis sorciers sortent de leurs laboratoires et assiègent la présidence de la République afin de fourguer leur “pierre philosophale”, comme nous l'a confié un officier français. Ils n'éprouvent pas trop de difficultés.

François Mitterrand est un homme de pouvoir fasciné par l'Histoire et ses convulsions, fasciné aussi par la manipulation, fasciné enfin par les théories du complot. Tout à la fois pragmatique, cynique et ambivalent, c'est un homme de gauche qui a conservé de solides amitiés à droite, dans les réseaux antigauillistes en particulier. Ministre des Anciens Combattants pendant le conflit indochinois, ministre des Colonies durant la IV^e République, ministre de l'Intérieur au début de la guerre d'Algérie, François Mitterrand fut séduit par la “guerre révolutionnaire”. Tout comme Maurice Bourgès-Mau-

noury, son homologue au ministère des Armées, qui en souligna dès 1956 “l'importance et l'efficacité”.

Les apprentis sorciers joueront de cette fascination. François Mitterrand est des leurs, ils uniront leurs forces. Afin de régénérer l'empire, ils proposeront au président vieillissant un élixir de jouvence. Un dessein. Une intrigue à sa hauteur. Il s'agira de déjouer un complot. Un complot contre la France. Contre la France en Afrique.

Alors ils s'emparent du Rwanda. De cette dictature tropicale que Jean-Christophe Mitterrand fréquente régulièrement. Ils en font le nœud de leur démonstration. Le point d'appui de leur théorie. C'est là que se trouve le cœur du complot, assurent-ils. Et notre Président de les suivre, en totale connivence.

Puisque c'est un complot, il faut faire front. Ce que nous ferons. En développant une logique de comploteurs paranoïaques. Souvenez-vous, Monsieur. Souvenez-vous des propos que nous tenait en 1994 un haut responsable de l'Elysée : “Le complexe de Fachoda, la vision francophones contre anglophones, le discours sur les insurgés qualifiés de Khmers noirs de l'Afrique, nos ennemis... C'est vrai, tout cela a été dit.”

L'ennemi de notre “famille” rwandaise vient d'Ouganda : il est anglophone. L'Ouganda n'est guère éloigné de Fachoda : c'est qu'il y a une volonté d'hégémonie. L'ennemi parle anglais : c'est une preuve.

“ Cela s'est passé quelques heures après notre retour sur la colline. ”

Nous étions le 1^{er} juillet 1994. A la mi-journée. Quelques voués à la mort surgissaient encore des broussailles, des replis et des caches. C'était les plus touchés, les plus gravement blessés. Les rescapés valides étaient partis à leur recherche, guidant des soldats qui maintenant les portaient sur des brancards ou les soutenaient. L'humanité souffrante sortait des profondeurs. Pas à pas. Encore mal assurée. Toujours douloureuse et vitrifiée. Les soldats se taisaient. Ils venaient de parcourir le champ de mort et avaient vu, eux aussi. Nous étions tous épuisés. Comme malades et fiévreux. C'est alors que s'est produite cette scène qui m'est restée gravée. A quelques pas se tenait un officier de cette unité d'élite qu'est le GIGN. Il était planté, debout, raide sur ses jambes, et paraissait ailleurs. Il était comme plongé dans un songe, et je me souviens l'avoir fixé à cause d'un détail : sur son uniforme de gendarme français, il portait une vareuse de l'armée rwandaise. Je me suis approché, désireux d'entamer la discussion. Et tandis que je marchais, je l'ai vu s'affaïsser. Doucement. Ses épaules se sont voûtées, ses jambes se sont pliées, ses muscles se sont relâchés. Comme un pantin, il s'est peu à peu désarticulé et a fini assis dans l'herbe, où il s'est mis à sangloter. Nous l'avons entouré, Monsieur. A plusieurs. Nous pensions que l'officier avait craqué, ce que nous aurions compris. Mais il

était soldat et aguerri. Là n'était pas le problème. Là n'était pas non plus la question. C'était plus grave, beaucoup plus grave.

Il venait juste de réaliser.

Il venait de comprendre.

Il venait d'additionner.

Et cela l'avait choqué.

Il s'est tourné vers nous et nous a dit : “L'année dernière, j'ai entraîné la garde présidentielle rwandaise...” Ses yeux étaient hagards. Il était perdu. Le passé venait de télescoper le présent. Il avait formé des tueurs, les tueurs d'un génocide. C'était effrayant.

Assis dans l'herbe, en cette fin de matinée, l'officier sanglotant à mes côtés, je crois avoir eu peur, Monsieur. Entendons-nous bien : il ne s'agissait pas d'une peur panique. Il n'y avait là rien de spectaculaire. Non. C'était une peur profonde, une peur qui se tapit, une peur qui durcit le cœur. Une de ces peurs qui vous pénètrent et vous glacent, vous laissant ahuri. Ce qu'impliquait l'aveu de l'officier me dépassait. Que des soldats de mon pays aient pu former, sur ordre, les tueurs du troisième génocide du XX^e siècle, me paraissait incompréhensible, aberrant, ahurissant. Je l'avoue : j'ai voulu ne pas y croire. Je le reconnais : j'ai tenté de faire comme si je n'avais rien entendu. Mon pays n'est pas ainsi, son armée n'est pas ainsi, nous ne sommes pas ainsi. Ce ne pouvait être. Et pourtant c'était.

Il n'y avait rien à faire. Cela s'était passé, Monsieur.

Phoenix

Everything is Everything



Nouveau maxi **Everything is Everything** disponible (cd/lp/45t)

Extrait de l'album **Alphabetical** sortie le 30 mars (cd/lp)

Phoenix Alphabetical



Phoenix en concert
3 mai / Lille (Aéronef)
4-5 mai / Paris (La Boule Noire)
6 mai / Sannois (EMB)

www.wearephoenix.com
www.phoenix-alphabetical.com

www... SOURCE CORIDA

“François Mitterrand est un homme de pouvoir fasciné par l'Histoire et ses convulsions, fasciné aussi par la manipulation, fasciné enfin par les théories du complot.”

À SUIVRE > Un collectif d'associations va examiner les implications françaises dans le génocide.

contre-enquête

Du 22 au 26 mars, une commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France durant le génocide des Tutsi au Rwanda se tiendra à Paris, à l'initiative d'un collectif d'associations (Airgrige, la Cimade, l'Observatoire des transferts d'armement et Survie). Objectif : examiner des témoignages (inédits, pour beaucoup) et des documents faisant peser sur la France le soupçon d'une complicité avec le génocide rwandais, dans les champs militaire, financier, diplomatique, idéologique et médiatique, au cours de l'opération Turquoise. *“Si la France a été complice de ce génocide, c'est le plus grand crime qu'elle a commis au XX^e siècle, explique François-Xavier Verschave, président de Survie. Nous ne prétendons pas faire un travail judiciaire mais nous apporterons des éléments d'information pour montrer que le travail de la justice doit reprendre.”* Des soldats français ont-ils livré des Tutsi à des miliciens hutu qui les achevèrent ? Des véhicules militaires français ont-ils transporté des miliciens hutu vers des lieux de massacre ? Quelles armes ont été vendues à qui ? Des questions essentielles pour déterminer les responsabilités françaises au Rwanda. J. L.

www.enquete-citoyenne-rwanda.org
Le 27 mars, colloque “Rwanda 1994 : la République française et le génocide”, à l'Assemblée nationale.
Vient de paraître : Au mépris des peuples, François-Xavier Verschave et Philippe Hauser (La Fabrique), 128 pages, 9 €.

Ce premier constat dressé, nous instruisons. Mais à charge, seulement à charge, car nous sommes déjà convaincus du complot. Nos experts militaires, avisés du danger, s'emploient à nourrir le dossier.

Les chefs de nos ennemis du FPR (*Front patriotique rwandais* - ndlr) ont exercé des responsabilités dans les services secrets ougandais, c'est hautement suspect. Ils sont organisés, c'est encore plus suspect. Ils tiennent un discours qualifié de révolutionnaire, c'est extrêmement suspect. Certains de leurs responsables ont effectué des stages à Fort Bragg, aux Etats-Unis, c'est de plus en plus suspect. D'autant que nous connaissons bien Fort Bragg : plusieurs officiers français y ont séjourné dans les années 1960 afin d'enseigner aux Américains notre concept de “guerre révolutionnaire”.

Ce n'est pas tout. L'armée américaine vient de créer, en ce début des années 1990, un bureau des “opérations psychologiques” (Psyops). Or ces opérations se trouvent au cœur de notre doctrine de la “guerre révolutionnaire”. A ce stade, la conclusion s'impose : les Américains sont en train de s'emparer du monde. Ils viennent de lancer au Rwanda une “guerre révolutionnaire” contre la France. Contre l'empire français.

Nous venons d'établir la matérialité du complot. Et, paradoxalement, nous sommes soulagés : si les Américains se lancent à l'assaut de notre empire, c'est qu'ils nous considèrent encore comme une grande puissance. Cela nous ravit, Monsieur. C'est très exactement ce que, aux tréfonds de nous-mêmes, nous voulions démontrer : l'empire de l'Est vient de s'écrouler, mais nous, nous comptons encore... Nous allons donc prouver aux Américains qu'ils ont raison. C'est affaire de prestige. Nous allons engager nos forces au Rwanda, les meilleures, la crème de la crème. Nous vaincrons ces ennemis que nous désignons par l'expression “Khmers noirs de l'Afrique”. Une expression à l'image du sens profond de la guerre que nous entendons livrer.

En notre imaginaire, nous rejouons l'Indochine au Rwanda. Nous renouons les brins de l'Histoire. Face à une “guerre révolutionnaire” soutenue par les Américains au cœur de l'Afrique, nous estimons être en droit d'appliquer notre doctrine de la “guerre révolutionnaire”. Nous allons leur montrer de quel bois nous nous chauffons. Et ce faisant, tout oublier : nos blessures d'empire, notre “mémoire jaune”...

Désarmés et confus, nous nous jetterons tête baissée dans la fosse que nous venons de creuser. Afin d'éprouver une nouvelle fois, rien qu'une fois, une dernière fois, ce vertige de puissance qui nous fascine tant. Ce prodigieux vertige d'empire. ”



Réfugiés rwandais à la recherche de leurs enfants, 1995

e temps des mots

Radio et télévision commémorent le génocide rwandais, dix ans après, à travers une **série de documentaires** qui enregistrent l'importance de la parole dans un pays engagé sur la voie étroite de la réconciliation.

Par Jean-Marie Durand

"Une famille qui ne parle pas meurt", assure un dicton rwandais. Dans cette transaction entre la parole et la mort, le verbe et l'oubli, se joue l'avenir des Rwandais. Comment trouver les mots pour dire l'indicible ? Que faire pour vivre à nouveau ensemble ? Comment se frayer une voie vers un monde partagé, après que celui-ci a été décimé jusqu'à la source ? Par-delà le fameux "travail de mémoire", les Rwandais sont tenus à un "travail du corps", en ce sens que chacun s'implique malgré lui, en chair et en os, au sein d'un même espace, dans une relation à l'autre. Pour accepter de parler au bourreau de ses enfants, pour partager une bière avec lui, pour simplement le saluer et lui signifier son respect, le corps du rescapé se soumet à une violence interne. Comme le signale un psychiatre, interrogé par Anne Lainé dans *Rwanda, un cri d'un silence inouï*, la société rwandaise est gangrenée par ces manifestations cor-

porelles et psychiques : maux de tête, douleurs au ventre, délires, crises épileptiques, mutismes, jusqu'à la folie qui touche de nombreux rescapés enfermés dans leur forteresse intérieure. Deux veuves, dont le mari et les enfants ont été assassinés par les Hutu, confient à Anne Aghion, réalisatrice de *Au Rwanda on dit...*, qu'elles se sentent "seules, déjà mortes. Le jour, tu erres, la nuit tu ne dors pas." Interrogées sur leurs sentiments face au retour des Hutu au village, elles affirment : "Qu'ils viennent nous achever, ça nous rendra service, qu'on en finisse." Face à ce vide et cette déraison, seule la parole peut reconstruire un lien, passage obligé vers une renaissance collective. "Faire le lien entre les gens, le lien avec l'histoire, le lien avec soi-même" : comme l'indique le psychiatre, un triple enjeu relationnel défie la société rwandaise.

La majorité des documentaires, diffusés à l'occasion des 10 ans du génocide, explorent ce travail de la parole, les chemins vers une réconciliation tout autant quasi impossible qu'absolument vitale. Dans les films d'Anne Lainé et d'Anne Aghion, comme dans celui de Philippe Prigent, *Les Orphelins de Dieu*, s'exposent les souffrances de rescapés, habités par les souvenirs du génocide jusque dans leur chair (comme Solange, violée en 1994, à l'âge de 7 ans, et malade du sida depuis). Dans tous ces films, quatre grands modes de libération de la parole se dessinent, qui relèvent chacun d'univers distincts : le registre médical (la prise en charge psychiatrique des malades), le registre religieux (le salut par la foi, comme en témoigne *Les Orphelins de Dieu*), le registre de la

Quatre univers de parole se dessinent dans les documentaires : le registre médical, le registre religieux, celui de la justice et celui de la parole ordinaire au sein de l'espace privé.

justice, surtout (recours à la procédure d'aveu, à des procès groupés), et enfin le registre de la parole ordinaire au sein de l'espace privé. Ainsi, avec la libération de milliers de prisonniers qui reviennent dans leurs villages, les Tutsi doivent réapprendre à côtoyer les Hutu. C'est dans ce "corps-à-corps" imposé, dans cette cohabitation entre voisins déchirés, que se met en scène la possibilité d'un pardon. Dans une séquence pleine de silences lourds, de méfiance traversée par une forme d'espérance, Anne Aghion filme ce face-à-face entre un Hutu sorti de prison et sa belle-famille, dont il a assassiné des membres. Chacun s'assoit, boit, attend, toise l'autre, tente de plaisanter, puis se rétracte, s'empote, réagit... "En parlant avec toi, je te comprends mieux", confie l'un. Jusqu'à cet aveu du génocidaire : "Je m'en remets à vous." Face au deuil et à la perte, la conversation ordinaire offre l'étendue de ses possibilités thérapeutiques. A travers elle, et par elle seule, la reconstruction d'un lien, même fragile, pourra aller jusqu'à son terme. Afin qu'il n'y ait plus simplement des Hutu et des Tutsi au Rwanda, mais seulement des Rwandais.

Parallèlement aux analyses socio-politiques et historiques (comme celle de Jean-Pierre Chrétien, *L'Afrique des grands lacs - Deux mille ans d'histoire*), mais aussi aux deux essais de Jean Hatzfeld (*Dans le nu de la vie* et *Une saison de machettes*) - le premier à avoir entrepris, et de manière magistrale, ce travail de consignation de paroles des rescapés, puis des génocidaires -, cette problématique de la reconstruction du corps social traverse nombre de documentaires, qui, dès les premières années de l'après-génocide, se sont penchés sur la société rwandaise.

Comme si l'absence d'un regard et la négation de l'événement génocidaire (pas d'images d'avril 1994) devaient se compenser par une tentative de compréhension, passé la sidération. Si certains films restent inédits sur les chaînes françaises - *Rwanda pour mémoire* du Sénégalais Samba Felix Ndiaye, *Nous ne sommes plus morts* du Camerounais François Woukoache ou *Chronique d'un génocide annoncé* des Canadiens Danièle Lacourse et Yvan Patry (diffusé sur TV5 le 6 avril), *The Last Just Man* du Canadien Steven Silver... -, des auteurs français se sont attachés à analyser les fondements du génocide. Alors que la majeure partie des documentaires récents, notamment ceux diffusés cette semaine, ont pour objet la libération de la parole comme condition de libération des consciences, les premiers films tentèrent eux de "comprendre" l'événement, balançant entre une lecture ethnographique et une lecture politique, tout en dénonçant l'aveuglement de la communauté internationale.

Frédéric Laffont, dans *Maudits soient les yeux fermés...* fut l'un des premiers à s'interroger sur les démissions occidentales - au-delà des "racines historiques" propres au pays et à ses relations avec la Belgique, analysées par Luc de Heusch dans *Une république devenue folle*. Une fois "identifiées" les conditions de production du génocide (voir *La France au Rwanda, neutralité coupable* de Robert Genoud et Claudine Vidal), le travail des documentaristes s'est concentré sur l'exercice de la justice, comme celui de Pierre Hazan et Gonzalo Arijon, dans *Rwanda, une justice prise en otage*, ou comme Jean-Xavier de Lestrade dans *La Justice des hommes*, où il filmait le travail d'aide aux tribunaux de l'association Avocats sans frontières. A côté de ces films importants, deux œuvres radiophoniques, diffusées sur France Culture - *Carnets de voyages : Rwanda 1999, revivre à*

politiques, de détenus, d'historiens... permettant une compréhension précise et argumentée du génocide rwandais.

Des travaux de Frédéric Laffont et Madeleine Mukamabano jusqu'à ceux d'Anne Aghion ou Laure de Vulpian, se dessine ainsi le glissement du regard des documentaristes, confronté d'abord à l'impensable - et l'impensé - d'une déchirure, puis curieux de la manière dont les morceaux du corps social se recollent. Cette évolution du regard sur le pays au cours de ces dix ans suit l'évolution de la société rwandaise. En "accompagnant" les Rwandais sur le chemin de leur rédemption, ces œuvres télévisuelles et radiophoniques offrent le visage d'un pays scandaleusement laissé à lui-même, dans lequel un peuple brisé se voit acculé à une réconciliation qui nécessitera plusieurs décennies pour devenir effective. Comme les films d'André Van In sur l'Afrique du Sud (*La Commission de la vérité*) ou de Rithy Panh sur le Cambodge (*S21, la machine de mort khmère rouge*), les prochains films sur le Rwanda pourront mesurer l'efficacité du travail d'un peuple sur sa mémoire et sur sa capacité à élargir ses horizons bouchés par les remords et les blessures inguérissables. ||

tout prix, par Madeleine Mukamabano et Rwanda : un génocide oublié ?, par Laure de Vulpian (qui sort en CD et en livre) -, ont recueilli l'une et l'autre des paroles de victimes, de criminels, de responsables

programmes spéciaux

télévision

ARTE > Thema *Rwanda, dix ans après*, mardi 30 mars, (20 h 45 : *Retour sur un génocide* ; 20 h 55, *Au Rwanda on dit...* ; 21 h 50 : *Rwanda : l'avenir est aux femmes*).

FRANCE 5 > *Rwanda, un cri d'un silence inouï*, dimanche 28 mars, 16 h. *Les Orphelins de Dieu*, mardi 30 mars, 15 h 45.

HISTOIRE > *Rwanda, l'histoire qui mène au génocide*, lundi 5 avril, 21 h.

La France au Rwanda, une neutralité coupable, mardi 6 avril, 21 h.

radio

FRANCE CULTURE > **JOURNÉE SPÉCIALE**, mardi 6 avril, avec :

> **Les Matins de France Culture**, de 7 h à 9 h par Nicolas Demorand, > **Travaux publics**, de 18 h 20 à 19 h 30 par Jean Lebrun.

FRANCE INTER > **Cosmopolitaine** de Paula Jacques, Esther Mujawayo-

Simone Veil, paroles de rescapées, dimanche 28 mars, 14 h. > **Alter ego** de Patricia Martin : *Les survivants du Rwanda*, lundi 29 mars, 10 h.

> **Là-bas si j'y suis** de Daniel Mermet, du 30 mars au 9 avril à 17 h.

> **Journée spéciale Rwanda** mercredi 7 avril Témoignages, reportages, analyses. Avec Laure de Vulpian et Pauline Simonet, en direct d'Arusha (Tanzanie) et Kigali (Rwanda),

RFI > **Cahiers nomades**, Lundi 29 mars avec Sophie Ekoué, 21h40. Avec Anne Aghion, réalisatrice d'*Au Rwanda on dit...* ; *La famille qui ne parle pas meurt*.

> **Débats africains**, Madeleine Mukamabano, Dimanche 4 avril, 9 h 10, Invité : le général Roméo Dallaire, témoin à charge dans l'un des procès les plus importants du TPIR, le "procès des militaires".

> **Priorité santé**, Claire Hédon, Mardi 6 avril, 10 h 10. "Le Traitement des traumatismes

psychologiques liés au génocide", avec le Dr Naason Munyandamutsa, psychiatre rwandais.

cinéma

MK2 BIBLIOTHÈQUE

> **Rencontre publique** le dimanche 28 mars de 10 h à 13 h 30. Entrée libre A l'occasion de la sortie d'un coffret de quatre CD (France Culture - MK2 Music) et du livre de Laure de Vulpian, *Rwanda : un génocide oublié ?* (France Culture - Editions Complexe), Antoine Garapon animera un débat : "Revivre ensemble dix ans après le génocide". Avec notamment Luc De Heusch, anthropologue; Naasson Munyandamutsa, médecin psychiatre à Kigali et Boutare; Pierre Vincke, directeur d'ONG... Et, sous réserve, Jean Hatzfeld. Suivra une projection du film de Luc De Heusch *Une république devenue folle*. **MK2 Bibliothèque, salle 6, 128, avenue de France, 75013 Paris.**